

Le sous-traitant est tenu de s'assurer avant le début des travaux

11-1 Assurance responsabilité civile

Le sous-traitant justifie d'une assurance de responsabilité civile pendant et après travaux par l'attestation jointe en annexe n° _____

• Assurances Dommages aux travaux avant réception et Tous Risques Chantiers

Une assurance _____ a été souscrite par _____

Le sous-traitant en est bénéficiaire :

☐ Oui ☐ Non

Si cette police est appelée à intervenir en sa faveur, l'assureur a prévu une renonciation à recours contre lui :

☐ Oui ☐ Non

Il participera à son financement à hauteur de _____

11-2 Assurance responsabilité décennale

Rappel : les ouvrages listés à l'article L 243-1-1 du code des assurances ⁽¹⁾ sont exclus du champ de l'assurance décennale obligatoire.

Le sous-traitant doit justifier d'une assurance décennale :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, l'attestation est jointe en annexe n° _____

Si dans un délai de _____ jours comptés à partir de la date de son intervention sur le chantier, le sous-traitant ne peut pas justifier la souscription de la police précitée, il remboursera à l'entrepreneur principal toute surprime payée par ce dernier pour les travaux objet du présent contrat en application de sa propre police et compte tenu de la nature de celle du sous-traitant. (Rayer le présent paragraphe s'il est sans objet).

11-3 Pour les chantiers de construction d'ouvrages relevant de l'assurance décennale obligatoire (tels que définis par les articles L 241-1 et l'article L 243-1-1 du code des assurances ⁽¹⁾ :

Le coût total de la construction ⁽²⁾ dans laquelle s'inscrivent les travaux objet du présent contrat est de :

- ☐ Chantier d'habitation _____ €
- ☐ Chantier autre qu'habitation _____ €, dans la limite de 150 millions d'euros

Concernant les CHANTIERS d'un **coût total de construction ⁽²⁾ supérieur à 15 millions d'euros**, un CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE (CCRD) a été mis en place pour ce chantier :

☐ Oui ☐ Non

Le CCRD comporte-t-il une clause de renonciation à recours contre le sous-traitant et son assureur :

☐ Oui

☐ Non – En cas de contrat collectif de responsabilité décennale ne comportant pas de clause de renonciation à recours contre le sous-traitant, ce dernier, pour les travaux qu'il doit exécuter, ne peut être tenu au-delà du montant de garantie auquel les constructeurs sont eux-mêmes tenus en première ligne, vis-à-vis du maître d'ouvrage, en fonction du corps d'état sous-traité.

⁽¹⁾ I - Ne sont pas soumis aux obligations d'assurance édictées par les articles L. 241-1, L. 241-2, et L. 242-1 les ouvrages maritimes, lacustres, fluviaux, les ouvrages d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, hélicoptuaires, ferroviaires, les ouvrages de traitement de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, ainsi que les éléments d'équipement de l'un ou l'autre de ces ouvrages. Les voiries, les ouvrages piétonniers, les parcs de stationnement, les réseaux divers, les canalisations, les lignes ou câbles et leurs supports, les ouvrages de transport, de production, de stockage et de distribution d'énergie, les ouvrages de stockage et de traitement de solides en vrac, de fluides et liquides, les ouvrages de télécommunications, les ouvrages sportifs non couverts, ainsi que leurs éléments d'équipement, sont également exclus des obligations d'assurance mentionnées au premier alinéa, sauf si l'ouvrage ou l'élément d'équipement est accessoire à un ouvrage soumis à ces obligations d'assurance.

II.- Ces obligations d'assurance ne sont pas applicables aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier, à l'exception de ceux qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.

⁽²⁾ Le coût total de la construction s'entend du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris (hors éléments d'équipement y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage).